

Nouveau Suez : l'équilibre actionnarial vacille

Et voilà que la fusion Veolia Suez, après d'innombrables péripéties et faux semblants, prend un tour clairement politique, voire diplomatique. À tel point que la répartition des forces, mise en place de haute lutte par Antoine Frérot pour le nouveau Suez pourrait finalement être remise en cause. Pour éviter une domination trop marquée de Veolia sur le marché français, le capital de Suez se répartit entre la Caisse des Dépôts (20 %), les investisseurs du français Meridiam pour 40 % et le fonds américain GIP pour les 40 % restant. Pas de majorité absolue, et la Caisse des Dépôts en arbitre. Mais le partenariat espéré entre les deux plus importants actionnaires patine au point de n'être toujours pas parvenu à accoucher d'un nom pour diriger la nouvelle entité. Toujours personne pour remplacer Bertrand Camus, et même si ce vide attire les ambitions, notamment en interne, les antagonismes risquent encore de repousser une nomination.

Cet équilibre des forces, ménageant la chèvre et le chou au péril de la cohérence, avait reçu en son temps la bénédiction de Bruno Le Maire. Il est désormais mis à mal par l'appétit des fonds pour un contrôle exclusif de Suez. Selon Challenges, Meridiam, par la voix de Thierry Déau, est revenu à la charge auprès de Bercy et de Matignon : son fonds d'investissement veut « la majorité ou rien », monter à 55% du capital et prendre le pas sur GIP, dénonçant l'inefficacité actuelle du cocktail d'actionnaires. En ces temps de campagne présidentielle, la souveraineté, notamment économique, revient au centre des débats et les récents déboires de Naval Group semblent appeler à plus de méfiance vis-à-vis du puissant allié américain. Le bon moment pour remettre en cause l'arbitrage du ministre de l'Économie et établir, c'est le souhait de Meridiam, un nouveau pacte d'actionnaires. Conséquence de ces remises en causes, d'autres protagonistes, déjà évoqués antérieurement, reviennent au centre de l'attention. L'allemand Remondis avait évoqué son intérêt pour 40% de Suez. Le groupe familial Rethman est-il toujours intéressé ? Se contenterait-il d'un pourcentage moindre et de laisser les mains libres à Meridiam ? « Même Ardian pourrait revenir ! C'est fabuleux ! », ironise une source syndicale, qui rappelle ainsi que par deux fois déjà ce fonds a refusé les propositions de Bercy dans ce sens. « Il y a quelques mois, Ardian nous avait laissés entendre que s'ils venaient, c'était pour prendre le contrôle, comme Meridiam. Nous n'avons rien contre eux, mais Ardian est beaucoup plus solide et le fait que GIP ne puisse plus rentrer au consortium est tout à fait crédible. Malheureusement. GIP nous convenait aussi car c'est une société internationale, et la renaissance de Suez passe par l'international. »

Ces nouveaux attermoissements continuent donc d'user les nerfs en interne. « Nous étions en contact avec Bercy, mais ce n'est plus le cas et nous découvrons ces événements comme tout le monde. Nous sommes surpris. GIP, que nous avons contacté, nous a assuré vouloir maintenir sa position et annoncer la gouvernance rapidement. »

Paradoxe ou signe de la lassitude de salariés briguebalés d'annonces contredites en rumeurs, le concurrent vorace, honni il y a quelques mois, est devenu séduisant. Toujours selon des sources

syndicales : « Beaucoup de salariés viennent nous voir et nous demandent s'il est possible de passer chez Veolia. Il y a des démissions parce qu'il n'y a pas de perspectives claires chez Suez. En juin dernier, les salariés nous disaient : « Il faut nous aider, nous voulons rester chez Suez », maintenant, comme on ne voit rien arriver, le discours a changé et pour beaucoup, l'avis est que « Veolia, ce n'est peut-être pas plus mal ». On nous dit que la politique industrielle de Suez ne sera connue pas avant mars-avril, il y a de quoi angoisser. Même pour les affaires courantes, l'entrain n'est pas là. Nous sommes dans le brouillard. » Ce n'est sans doute pas une consolation, mais ce brouillard que rien ne dissipe depuis si longtemps semble sévir au-delà des salariés, jusqu'aux actionnaires, jusque dans les bureaux de Bercy.